



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 22/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 août 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Communauté de Communes du Haut-Poitou**

10 avenue de l'Europe  
86170 Neuville-De-Poitou

Références : 2025 1166 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007204962

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 août 2025 dans l'établissement Communauté de Communes du Haut-Poitou implanté Lieu-dit « Lac de la Duboiserie » 86190 Quinçay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté de Communes du Haut-Poitou
- Lieu-dit « Lac de la Duboiserie » 86190 Quinçay
- Code AIOT : 0007204962
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Visite inopinée de cette petite déchèterie à Quinçay sur le territoire du Haut-Poitou. Constats d'un site ne comportant pas de déchets dangereux, visiblement bien entretenu mais vieillissant et peu fréquenté. La déchèterie est prévue d'être fermée en avril 2026, le Haut-Poitou projetant l'ouverture de 2 nouvelles déchèteries à Latillé et Saint-Martin-la-Pallu.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	7 mois
6	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	7 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 2.7	Sans objet
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 3.4	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.1	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.2	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Déchèterie vieillissante prévue d'être arrêtée définitivement au 1er semestre 2026.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] »
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas fait réaliser le contrôle périodique depuis 2017. Il justifie cette non-réalisation

<p>par la fermeture programmée du site au 2ème trimestre 2026. En complément et à la demande de l'inspection, l'exploitant a indiqué par mail du 28 août 2025 que « <i>la fermeture de la déchetterie de Quinçay a été validée dans le cadre du planning des travaux de construction d'un nouveau pôle technique. Ainsi lors du conseil communautaire du 22 mai dernier, il est présenté dans la note jointe en page 26 en point 2 « la déchetterie de Quinçay est fermée dès la livraison des deux nouvelles déchetteries de Latillé et de Saint-Martin-la-Pallu». Dans le planning de cette même page, il est indiqué dans la case - avril 2026 - la fermeture prévisionnelle du site. Cette note a été validée par la délibération 2025-05-22-048 en pièce jointe. »</i></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra justifier la fermeture définitive de la déchetterie en informant monsieur le préfet de la Vienne au moins un mois minimum avant son arrêt définitif et spécifier les mesures prévues ou réalisées en vue de la remise en état du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 mois</p>

#### N° 2 : Cuvettes de rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation – Aménagement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a aucun produit dangereux réceptionné sur le site. La prescription est ainsi sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation – Entretien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

« Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport annuel des vérifications électriques réalisées par un organisme accrédité en date du 23 juin 2025, tel que consigné dans le registre de sécurité. Le rapport du 8 août 2025 de l'organisme vérificateur conclut que les installations électriques sont satisfaisantes. Une non-conformité électrique y est mentionnée mais rapidement levée en date du 3 juillet 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un plan de localisation des risques à jour. Au vu des types de déchets (non dangereux) présents sur le site, seul le risque incendie est répertorié au niveau des bennes concernées. La benne à cartons est couverte et munie de portes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents

<p>d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de moyens téléphoniques pour alerter les secours. Il a transmis le rapport annuel du 13 août 2025 de vérification et de maintenance de l'unique extincteur présent sur site sans non-conformités. Le premier poteau incendie est situé en ligne droite à environ 400 m du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le premier poteau incendie est situé à plus de 200 m du site de la déchèterie. La levée de cette non-conformité est subordonnée à la notification au préfet de l'arrêt définitif de la déchèterie et des mesures de remise en état. Dans le cas contraire, l'installation devra être mise en conformité dans un délai d'un an à compter de la notification du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 mois</p>

#### N° 6 : Réseau de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.</p> <p>Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération, sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'est pas équipé d'un réseau d'eaux pluviales, mais uniquement d'un système d'assainissement autonome. Il ne dispose pas d'un décanteur- déshuileur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'installation ne dispose ni d'un réseau d'eaux pluviales ni d'un décanteur-deshuileur. La levée de ces non-conformités est subordonnée à la notification au préfet de l'arrêt définitif de la déchèterie et des mesures de remise en état. Dans le cas contraire, l'installation devra être mise en conformité dans un délai d'un an à compter de la notification du présent rapport.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 mois

**N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, il n'y a pas de stockage de déchets dangereux sur ce site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite